



Paris, jeudi 1^{er} Avril 2020

COVID – 19 TÉLÉTRAVAIL ET ASSERVISSEMENT NE SONT PAS DES SYNONYMES !

Préambule : Cette communication ne s'adresse pas à la très large majorité des directions de Missions Locales qui s'adapte, crée, accompagne, partage et montre de l'empathie à l'égard de leurs salarié·e·s et des jeunes, durant cette période inédite.

Une de nos précédentes communications s'était conclue par : « C'est pourquoi nous vous informons aujourd'hui des intentions gouvernementales, et vous invitons à nous contacter sur synami@pste.cfdt.fr si vous rencontrez des problèmes dans votre chantier, ML, MdE, etc. Sachez que nous sommes déjà intervenus dans une dizaine de structures pour des abus d'utilisation de chômage, non mise en place du télétravail, etc. »

Nous étions loin d'imaginer devoir constater et écrire des choses désagréables pendant cette crise, tant les consignes, règles et lois qui s'appliquent aux ML sont claires. Malgré cela, certains dirigeants ont décidé de ne pas les comprendre, et pire ont enclenché la machine à créer de la technocratie et de la bureaucratie pour **soi-disant justifier** :

- La demande de l'État ;
- Le maintien des subventions ;
- Les demandes des ARML et de l'UNML ;
- La preuve du travail.

Ces soi-disant Grand·e·s Directeurs.rices s'occupent à créer des fichiers Excel et Word que leur salarié·e·s en télétravail doivent remplir quotidiennement en sus d'I-Milo. Certain·e·s harcèlent les collègues en les menaçant d'avertissements s'ils ne répondent pas dans les 5 minutes aux mails ou aux appels téléphoniques. D'autres ont même eu l'idée de demander des relevés téléphoniques pour contrôler si des jeunes ont bien été contactés.

Que se passe-t-il dans leurs p'tites têtes ? Nous en sommes arrivés à la conclusion que ces soi-disant Grand·e·s Directeurs.rices cherchent à reporter leurs angoisses existentielles sur leurs salarié·e·s, parce qu'ils-elles se rendent compte de leur vacuité et de leur inutilité ! À force de se comporter comme des petits caporaux depuis des années, ils et elles sont dans l'incapacité de gérer leurs équipes autrement que par un hyper-contrôle technocratique. Quelle indigence !

Pire, dans l'incapacité d'organiser ce télétravail forcé, ces directions essaient de masquer leur incompetence en la matière en mettant en place, non pas un contrôle pertinent et adapté de l'activité en télétravail, mais uniquement un contrôle horaire de l'activité, sans apport d'outils pertinents, ni d'accompagnement, ni de soutien de leurs équipes ! Elles font ce qu'elles savent faire, elles « fliquent » sans état d'âmes et sans aucun scrupule.

Le seul contrôle pertinent de l'activité des collègues en télétravail doit être et rester I-Milo ! Comme cela est déjà fait en temps « normal ». Ce n'est que sur notre activité reportée sur I-Milo que les financeurs se basent, mais le Synami reste bien conscient, et l'a d'ailleurs toujours dénoncé, qu'I-MILO n'a jamais reflété le travail réel fait par les collègues en ML.

Les conséquences pour les salarié·e·s concerné·e·s sont inacceptables et dramatiques :

- Un stress qui s'ajoute à une situation déjà très anxiogène ;
- Un surcontrôle du temps qui ne reflète pas le travail effectué ;
- Une exigence de renseigner des documents ubuesques ;
- Une intrusion dans la vie privée.

Ce type d'attitude doit immédiatement cesser !

Ces soi-disant Grandes directions feraient mieux de travailler à un vrai plan de continuité de l'activité et à une organisation de sortie de crise ! Elles seraient alors bien inspirées et vraiment utiles à leurs salarié·e·s.

Nous avons d'ores et déjà plusieurs structures dans le viseur. Nous allons refaire le point dans quelques jours avec nos collègues, si rien n'a changé d'ici là, nous les citerons publiquement avec les conséquences que cela aura.

Le SYNAMI- CFDT NE PERMETTRA

PAS LA MALTRAITANCE TÉLÉTRAVAILLÉE DES SALARIÉ·E·S

L'équipe du Synami CFDT